

AFRIQUE

# RWANDA: LA FRANCE EN APPELLE AUX NATIONS UNIES

Paris va saisir le Conseil de sécurité pour une «intervention ponctuelle à caractère humanitaire». Une initiative qu'Européens et Africains jugent ambiguë. Hier la France a démenti l'information du quotidien belge «le Soir» affirmant que deux soldats français auraient abattu l'avion du président rwandais début avril.

La France présentera «au début de la semaine prochaine» un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir l'autorisation d'une «intervention ponctuelle à caractère humanitaire» au Rwanda. Le concept de l'intervention sous commandement français serait comparable à celui de l'opération somalienne montée à la fin 1992 par les Etats-Unis qui avaient obtenu un mandat du Conseil de sécurité avant que l'ONU prenne la relève. Pour l'instant, cependant, les partenaires de Paris —européens ou africains— ne se bousculent pas pour participer à une opération «militaro-humanitaire» ambiguë politiquement et aux contours mal définis. Sur place, les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) prétendent même que «la France entend combattre aux côtés de la clique extrémiste meurtrière», désignant ainsi le gouvernement mis en place après la mort du président Habyarimana, le 6 avril. Au sujet de l'attentat qui a coûté la vie à ce dernier, Paris a été mis en cause hier par le plus grand quotidien francophone belge: selon le *Soir*, deux soldats français auraient tiré les missiles abattant l'avion présidentiel en plein vol.

Le Quai d'Orsay et le ministère de la Coopération ont démenti comme «absurde» et «totalement erronée» cette information. Selon le *Soir*, deux soldats du Détachement d'assistance militaire à l'instruction (Dami), vêtus d'uniformes belges, auraient tiré des missiles sol-air du type SAM sur l'avion. Ils auraient agi pour le compte des extrémistes pro-Hutus de la Coalition pour la défense de la République (CDR). Cette grave accusation, fondée sur «un témoignage venant de Kigali qui rejoint sur certains points l'état actuel de l'enquête menée en Belgique par l'auditorat militaire», au sujet de l'assassinat de dix Casques bleus belges, a cependant été infirmée hier soir par le ministère des Affaires étrangères à Bruxelles.

Reste cependant un problème: la «boîte noire» de l'avion qui, jusqu'au crash, a enregistré tous les paramètres du vol. Selon nos informations, ce sont des militaires français qui, le 10 avril, l'ont récupérée en même temps que les corps des trois membres d'équipage. Ceux-ci, en effet, étaient français, rémunérés par le ministère de la Coopération par le truchement d'une société privée —la Satif— à hauteur de 3 millions de francs par an. C'est d'ailleurs le ministre Michel Roussin qui, intervenant à trois reprises personnellement, a déclenché, dans Kigali à feu et à sang, l'opération permettant le recouvrement des cadavres de l'équipage.

Pourquoi les données de la boîte noire



Kigali. Un rebelle du FPR monte la garde devant la carcasse de l'avion du président Habyarimana, abattu le 6 avril.

n'ont-elles pas été rendues publiques? La question revêt d'autant plus d'importance que les héritiers de l'ancien régime à Kigali mettent en cause, eux, tantôt «les» Belges, tantôt les rebelles du FPR. Fondée ou fantaisiste, la révélation du *Soir* relance donc la polémique sur le rôle passé de la France. «C'est l'effet boomerang», a confié hier un responsable des services secrets français. «Quand Juppé écrit que la France, à l'égard des responsables des massacres au Rwanda, n'aura aucune complaisance, il sait pertinemment que bon nombre d'entre eux se trouvent aujourd'hui en France. Pire, à la fin de l'année dernière, un rapport de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure, ndlr) a mis en cause —sans employer de conditionnel— Agathe, l'épouse du Président, que nous venons d'évacuer pour un exil doré en France.»

L'ambiguïté des bonnes intentions humanitaires a également été mise en évidence, hier, par l'organisation Médecins sans frontières (MSF) qui réclame pourtant une intervention armée au Rwanda. Tout en expliquant qu'il

devrait s'agir d'une «opération de police» pour sauver des vies civiles et non d'une force d'interposition gelant le front militaire actuel, MSF a fait état de ses problèmes dans un camp de réfugiés en Tanzanie. A Ngara, 200 000 Rwandais constitueraient en fait une «arrière-base», voire un pactole lucratif pour les Hutus extrémistes, responsables du génocide anti-Tutsis.

Quadrillé en 19 communes, sous le commandement de *bourgmestres* dont certains, de notoriété publique, avaient encadré le massacre des Tutsis, le camp de Ngara n'abriterait pas des réfugiés «habituels». Aussi, voulant en empêcher l'accès à un «tueur connu», les humanitaires sur place ont été arrosés de pierres, mercredi. En tirant des coups de feu, les forces de l'ordre tanzaniennes ont rétabli le calme. En «grève humanitaire», les membres des organisations caritatives se sont retirés du camp. «Nous avons assisté et même participé à la réhabilitation des bourreaux sur le dos de l'aide humanitaire internationale», a avoué le Dr Pecoul. C'est écaeurant.»

Stephen SMITH

## Mode d'emploi d'une intervention au «pays des mille collines»

Qui intervient, quand et comment? Une action isolée de la France étant exclue, l'initiative reste fonction d'autres participants et du mandat spécifique de l'ONU.

L'initiative du ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, qui, mardi dans nos colonnes, a appelé à une intervention au Rwanda pour «mettre fin aux massacres et pour protéger les populations menacées d'extermination», suscite de nombreuses questions. Qui interviendrait, quand, pour faire quoi et avec quel mandat au Rwanda?

1. Qui interviendrait? Il est exclu que Paris agisse seul, pour plusieurs raisons: l'hostilité des rebelles rwandais à une intervention française et, également lié au rôle de la France comme «parrain» de l'ancien régime, le besoin de légitimer l'action sur le plan international. Hier, la France a donc

saisi l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'embryon d'une défense européenne commune qui, dans la crise des Balkans, avait déjà dépêché des navires dans l'Adriatique. Soutenu dans sa démarche par l'Italie, également «prête à envoyer des troupes» au Rwanda, Paris peine cependant à obtenir d'autres engagements: Bonn se dit entravé par sa Constitution. Londres veut rester dans le cadre des Nations unies. Bruxelles exclut tout appui autre que «financier et logistique»... Resterait, selon la suggestion d'Alain Juppé, des «partenaires africains». A ce jour, seul le Zaïre du maréchal Mobutu s'est déclaré publiquement prêt à

●●●